

Les violations de la liberté de conscience en Pologne

Bożena Przyłuska,

Présidente du Congrès de la Laïcité (Kongres Świeckości)

La Pologne ne respecte pas la liberté de conscience et de religion de ses citoyens. Tout en maintenant la façade et les apparences juridiques de la séparation de l'Église et de l'État, notre pays a été soumis à une cléricisation systématique au cours des 30 dernières années, pour finalement devenir un État religieux au cours des six dernières années, sous le règne des radicaux nationaux-catholiques. L'Église co-gouverne la Pologne, tient en échec toutes les formations de droite et centristes, et la doctrine religieuse est devenue partie intégrante de notre législation et sape les garanties internationales des droits de l'Homme.

Les femmes en particulier ont été sacrifiées sur l'autel de la religion. Notre droit de décider de notre santé et de notre vie nous a été retiré - nous avons maintenant une interdiction quasi totale de l'avortement. Des femmes meurent de septicémie dans les hôpitaux parce que les médecins ont peur de les aider, même lorsque les fœtus sont morts. La contraception, à l'exception des préservatifs, n'est disponible que sur ordonnance. La clause de conscience est utilisée non seulement par les médecins, mais par des hôpitaux entiers et même des pharmacies, ce qui est théoriquement illégal. Le financement de l'in vitro, méthode condamnée par l'Église, a également été arrêté.

L'attaque contre les femmes ne concerne pas seulement les droits reproductifs et sexuels. Le gouvernement a également pris des mesures pour dénoncer la Convention d'Istanbul, et les arguments qu'il utilise font référence à une culture polonaise prétendument différente, qui est confondue par la droite et utilisée de manière interchangeable avec la religion catholique. Dans le cadre de la régression civilisationnelle et de la terreur patriarcale, des obstacles au divorce ont également été introduits.

Les personnes LGBT souffrent également en Pologne. Malgré un soutien social élevé et croissant en faveur de la légalisation des partenariats civils et de l'égalité du mariage, les changements dans ce domaine sont bloqués. Notre État ne reconnaît pas les mariages homosexuels contractés à l'étranger, et les procédures d'attribution de numéros d'identité aux enfants issus de ces unions sont bloquées. En outre, les discours de haine à l'encontre des personnes LGBT ne sont pas criminalisés en Pologne, et une campagne de haine à leur encontre est menée dans les églises et dans les médias d'État. Les résultats sont ceux escomptés : polarisation, escalade et augmentation du nombre d'actes de violence.

Les artistes, les publicistes et les militants sont persécutés pour tout signe de désapprobation de l'activité de l'Église. La loi polonaise contient une clause sur le blasphème - l'offense aux soi-disant sentiments religieux est passible de deux ans de prison et elle est utilisée pour réprimer les individus et les groupes.

Toutes ces manifestations de fondamentalisme sont le résultat d'une étroite coopération entre l'Église et les partis de droite avec les ultra-conservateurs du réseau Agenda Europe, qui depuis plusieurs années testent leur concept de "restauration de l'ordre naturel" en Pologne, comme si c'était leur terrain d'essai. Ce qu'ils appellent l'ordre naturel est tout simplement le patriarcat radical.

Ces organisations ultraconservatrices qui s'attaquent aux femmes et aux personnes LGBT fournissent au parti au pouvoir un service juridique, développent des écoles pour le personnel éducatif, collectent

des signatures pour des campagnes de haine et poursuivent et intimident leurs ennemis politiques. Elles utilisent délibérément des mensonges et contournent la loi.

Et le droit polonais fonctionne de manière isolée de la pratique, ce qui aide grandement les fanatiques religieux. Théoriquement, la constitution nous garantit la liberté de conscience et l'impartialité de l'État en matière de croyances religieuses. Théoriquement, personne ne peut être forcé à révéler son attitude religieuse ou à participer à des pratiques religieuses. Mais en même temps, la religion est une matière scolaire insérée entre les cours obligatoires, et le contenu religieux est présent dans les manuels scolaires pour la plupart des matières. Dans les cérémonies d'État et les institutions publiques telles que les écoles, les bureaux et les hôpitaux, le symbolisme et les rituels religieux sont omniprésents.

En théorie, la constitution polonaise garantit l'égalité des droits pour tous, mais l'Église catholique est explicitement favorisée par rapport aux autres associations religieuses, et les organisations non confessionnelles sont discriminées. Alors que les organisations civiques comme la mienne doivent fournir des rapports financiers réguliers, les églises en Pologne en sont totalement exemptées. Elles sont également pratiquement exemptées de l'impôt sur le revenu, si elles n'affectent leurs revenus qu'à des "objectifs culturels" non spécifiés.

L'argent coule à flots vers l'Église catholique - sous forme de salaires pour les catéchistes et les aumôniers employés dans les institutions publiques, de subventions accordées par les entreprises publiques, d'assurances sociales versées au clergé, mais aussi d'exonérations fiscales, de remises sur l'achat de terrains appartenant à l'État pouvant aller jusqu'à 100 %, ou de concessions pour la diffusion de médias.

Compte tenu de l'état actuel du droit et de la pratique garantissant l'omnipotence de la religion dans la vie publique, on pourrait être amené à croire qu'il s'agit simplement de la volonté de la majorité de la société. Mais ce n'est pas du tout le cas. De nombreuses études montrent que les Polonais ne veulent pas financer l'église, y compris la religion à l'école, à partir des fonds publics, qu'ils n'acceptent pas l'implication politique de l'église et que la majorité de la société ne va même pas à la messe. Selon les données fournies par l'église elle-même, seuls 38% des soi-disant "obligés" pratiquent la religion - soit seulement environ 25% des Polonais. Qui plus est, dans une étude internationale du Pew Research Center de 2018, les jeunes Polonais se sont avérés être les leaders mondiaux de la baisse de la religiosité parmi les 108 pays étudiés !

Alors comment est-il possible qu'une société plutôt progressiste et en voie de sécularisation soit confrontée à un revirement en matière de droits humains religieux, et pourquoi la loi actuelle ne répond-elle pas aux attentes des citoyens ?

L'une des raisons est que le Concordat est inscrit dans la constitution polonaise. De nombreux changements attendus par la société ne peuvent être introduits car ils seraient incompatibles avec lui, c'est-à-dire aussi avec la constitution. Un exemple d'un tel problème est le retrait de la religion des écoles - la catéchèse dans l'enseignement public est garantie par le Concordat.

La deuxième raison est la consolidation de la constellation dirigeante de droite liée à l'église, qui s'est établie dans les années 1980 à l'époque de Solidarité. Sa disparition est entravée par la corruption - les politiciens achètent le soutien de l'église lors des élections en échange de biens immobiliers, de concessions et d'autres gratifications. Grâce à ce mécanisme, le pouvoir de l'église tient bon, malgré la sécularisation de la société qui progresse rapidement.

Mais la situation est en train de changer. L'oppression religieuse accrue produit des effets contraires à ceux escomptés. Les jeunes générations de Polonais sont des citoyens européens totalement réfractaires à l'endoctrinement religieux. Certes, une partie d'entre eux considère toujours le catholicisme comme une composante importante de leur identité, mais cela n'est pas lié à la religiosité ou à l'obéissance à l'enseignement catholique.

La dissimulation préméditée des crimes pédophiles par les évêques et le manque total de coopération avec les forces de l'ordre révèlent une image de dégénérescence morale qui a fortement ébranlé la majorité de la population. En outre, la loi bestiale contre l'avortement, la campagne inhumaine contre la communauté LGBT et la violence symbolique religieuse omniprésente ont entraîné des apostasies massives sans précédent au cours des deux dernières années.

En outre, la séparation de l'Église et de l'État a été introduite dans les programmes de la plupart des partis d'opposition au cours des dernières années et est devenue l'un des principaux défis. La laïcité a été intégrée dans le débat sur la démocratie et l'État de droit, et l'anticléricalisme est considéré dans des cercles de plus en plus larges comme un devoir civique. C'est pourquoi, en tant que Congrès de la Laïcité, malgré la situation politique très difficile, nous regardons l'avenir avec optimisme et accomplissons patiemment nos tâches.

Au cours des cinq dernières années, le Congrès de la Laïcité, en tant que petite association civique de base, a mené des activités visant à faire connaître l'état des relations entre l'État et l'Église et à influencer les programmes et les plans des partis politiques. Notre objectif est de faire prendre conscience à la société et aux politiciens de l'importance et de la taille du défi auquel nous sommes confrontés, si nous voulons avoir des droits de l'homme et une véritable démocratie en Pologne, ce qui n'est pas possible sans la séparation de l'Église et de l'État.

Aujourd'hui, en Pologne, nous n'avons pas d'institution publique qui surveille l'état du respect de la laïcité, qui analyse l'influence de la religion et des églises sur la vie sociale et qui inspire des changements juridiques visant à renforcer la protection de la laïcité et de la culture démocratique. La création d'une telle institution, en plus des activités éducatives et politiques actuelles, est notre tâche stratégique.

Breaches of the right of freedom of conscience in Poland

Bożena Przyłuska

Poland does not respect the freedom of conscience and religion of its citizens. Maintaining the façade and legal appearances of separation of church and state, our country has been subject to systematic clericalization over the last 30 years, to finally become a religious state in the last six years of the rule of Catholic-national radicals. The church co-governs Poland, holds all right-wing and centrist formations in check, and religious doctrine has become part of our legislation and undermines international guarantees of human rights.

Women in particular have been sacrificed on the altar of religion. Our right to decide about our own health and lives has been taken away - we now have a virtually total ban on abortion. Women are dying in hospitals from sepsis because doctors are afraid to help them, even when the fetuses are dead. Contraception, with the exception of condoms, is only available by prescription. The conscience clause is used not only by doctors, but by entire hospitals and even pharmacies, which is theoretically illegal. Funding for in vitro has also been stopped as a method condemned by the church.

The attack against women is not only about reproductive and sexual rights. The government has also taken steps to denounce the Istanbul Convention, and the arguments it uses refer to an allegedly different Polish culture, which is confused by the right wing and used interchangeably with catholic religion. As part of the civilizational regression and patriarchal terror, obstacles to divorce have also been introduced.

LGBT people also suffer in Poland. Despite high and growing social support for legalization of civil partnerships and marriage equality, changes in this area are blocked. Our state does not recognize same-sex marriages contracted abroad, and the procedures for assigning ID numbers to the children of such unions are blocked. Moreover, hate speech against LGBT people is not criminalized in Poland, and a hate campaign against them is conducted in churches and in the state mass media. Results are as expected - polarization, escalation, and increasing number of acts of violence.

Artists, publicists and activists are persecuted for any sign of disapproval of the church's activity. We have a blasphemy clause in Polish law - offence of so-called religious feelings is punishable by up to 2 years in prison and it is used like "The Witches' Hammer" to repress individuals and groups.

All these manifestations of fundamentalism are the result of close cooperation between the church and the right wing parties with ultra-conservatives from the Agenda Europe network, who for several years have been testing their concept of "restoring the natural order" in Poland, as if it was their testing ground. What they call the natural order is simply the radical patriarchy.

These ultra-conservative organizations that attack women and LGBT provide the ruling formation with a legal service, develop schools for educational personnel, collect signatures for hate campaigns and sue and intimidate political enemies. They deliberately use lies and circumvent the law.

And Polish law functions in isolation from practice, which is greatly helpful to religious fanatics. Theoretically, the constitution guarantees us freedom of conscience and impartiality of the state in matters of religious beliefs. Theoretically, no one can be forced to reveal their religious attitude or to participate in religious practices. But at the same time, religion is a school subject woven in between compulsory classes, and religious content is present in textbooks for most subjects. In state ceremonial and public institutions such as schools, offices, and hospitals, religious symbolism and rituals are ubiquitous.

In theory, the Polish constitution guarantees equal rights for all, but the Catholic Church is explicitly favoured over other religious associations, and non-confessional organisations are discriminated against. While civic organizations like mine must provide regular financial reports, churches in Poland are completely exempt from such reporting. They are also practically exempt from income tax, if they only allocate their income to unspecified "cult purposes".

The money flows to the Catholic Church in a wide stream - as salaries for catechists and chaplains employed in state institutions, as subsidies granted through state enterprises, as social insurance paid to the clergy, but also as tax exemptions, discounts on the purchase of state-owned land of up to 100%, or concessions for media broadcasting.

Given the current state of the law and practice guaranteeing the omnipotence of religion in public life, one might be led to believe that this is simply the will of the majority of society. But it is not so at all. Numerous studies show that Poles do not want to finance the church, including religion in school, from public funds, do not accept the political involvement of the church, and most of the society does not even attend Mass. According to the data provided by the church itself, only 38% of the so-called “obligated” practice the religion - that is only about 25% of Poles. What's more, in a 2018 Pew Research Center international study, young Poles were found to be the world leaders in declining religiosity out of all 108 countries surveyed!

So how is it possible that a fairly progressive and secularizing society is facing a religious human rights reversal, and why is the current law not meeting the expectations of citizens?

One of the reasons is that the Concordat is inscribed in the Polish constitution. Many changes expected by the society cannot be introduced because they would be incompatible with it, that is also with the constitution. An example of such a problem is taking religion out of schools – catechesis in public education is guaranteed by Concordat.

The second reason is the consolidation of the church-related right-wing ruling constellation, which was established in the 1980s during the Solidarity era. Its undoing is hindered by corruption - politicians buy support in elections from the church in exchange for real estate, concessions and other gratifications. Thanks to this mechanism, the power of the church holds firm, despite the rapidly progressing secularization of society.

But the situation is changing. Increased religious oppression results in effects opposite to those expected. Young generations of Poles are citizens of Europe completely resistant to religious indoctrination. Admittedly, part of them still considers Catholicism to be an important component of their identity, but this is not related to religiousness or obedience to Catholic teaching.

The bishops' premeditated cover-up of pedophile crimes and total lack of cooperation with law enforcement agencies reveal a picture of moral degeneration that strongly distressed the majority of the population. In addition, the bestial anti-abortion law, the inhumane campaign against LGBT community and the ubiquitous religious symbolic violence have resulted in unprecedented mass apostasies in the last two years.

Moreover, the separation of church and state has been introduced to the agendas of most opposition parties in the last few years and it has grown to one of the leading challenges. Secularism has been integrated into the debate about democracy and the rule of law, and anti-clericalism is seen in ever wider circles as a civic duty. Therefore, as the Congress of Laicity, despite the very difficult political situation, we look to the future with optimism and patiently carry out our tasks.

Over the last 5 years The Congress of Laicity as a grassroots, small civic association has been conducting activities popularizing knowledge about the condition of the state-church relations and influencing programmes and plans of political parties. Our goal is to make the society and politicians aware of the rank and size of the challenge we face, if we want to have human rights and real democracy in Poland, which is not possible without the separation of church and state.

Today in Poland we do not have a public institution monitoring the state of observance of secularity, analyzing the influence of religion and churches on social life and inspiring legal changes aimed at strengthening the protection of secularism and democratic culture. Creating such an institution, besides current educational and political activities, is our strategic task.
